

INTERVENTION DE GUS MASSIAH

19 mars 2010

Il précise au préalable qu'il utilisera une méthode historique : du présent vers l'avenir en cherchant dans le passé.

LES MIGRATIONS DANS LE TEMPS :

Il faut réfléchir en termes de stratégies. Les migrations aujourd'hui sont spécifiques, même si elles s'inscrivent dans une histoire longue.

Il y a à la fois une perspective de transformation forte ET une urgence immédiate : c'est logique : en périodes de crises, les problèmes non résolus toujours « remontent ». (Ne pas oublier que l'opposition nomades/sédentaires existe depuis toujours.)

L'émergence des Etats et des Nations a entraîné une nouvelle définition de l' « étranger » et de la « citoyenneté ».

Les déplacements forcés (de toutes natures) ont toujours existé. (par exemple : en France, en moins de 25 ans, les ruraux sont passés de 40% à 5%)

LES MODALITES DE L'EMIGRATION sont aussi en évolution :

- De 1945 à 1980, c'est la **phase du capitalisme industriel** : l'alliance sociale repose sur une main d'œuvre nombreuse et disciplinée ; il y a une amélioration de la classe ouvrière, au prix de l'utilisation des migrants.

Le contre-système est le syndicat.

- De 1980 à 2008, c'est la **phase néolibérale du capitalisme financier** : les migrations se sont déployées ; il s'agit d'ajuster les économies mondiales et d'aller chercher la main d'œuvre là où elle est la moins chère.

Le contre-système est la convergence des mouvements altermondialistes.

NB : les 2 systèmes co-existent aujourd'hui : il y a toujours une force d'inertie lors des changements profonds.

- **Les migrations sont un analyseur des contradictions et des perspectives.**

-

D'un point de vue militant, 3 questions fondamentales se posent :

1/LA QUESTION DES DROITS:

- Les migrants sont massivement précarisés et subissent directement les conséquences du système actuel : ségrégation sociale, « purifications » ethniques et nationales. On peut parler d'apartheid planétaire (Global apartheid)

- Les migrants remplacent dans l'imaginaire les « classes laborieuses dangereuses » des périodes précédentes.

- **Le discours dominant sur les migrants est une liste de fausses évidences :**

* pour maîtriser les flux, il faut fermer les frontières

* la régularisation des sans papiers passe par la lutte contre les clandestins

* il suffit de développer les pays d'origine pour que le flux diminue

- **Notre première tâche est de contrer ce discours :**

* la fermeture des frontières (est-elle possible ??) ne résout rien. Il n'y a pas d'alternative à l'ouverture des frontières.

* il est faux de dire « si on ouvre, c'est l'invasion ». L'envie de rester dépend du droit de partir. (cf quand l'Espagne et le Portugal sont entrés dans l'Europe, il n'y a pas eu d'arrivées massives !). L'argument sécuritaire repose sur un fantasme.

* L'évolution des civilisations prouve que l'alliance avec l'Autre est toujours signe de progrès.

* La question fondamentale est : **comment penser l'ouverture ?**

Un exemple : la LDH Europe a demandé il y a 5 ans qu'on abolisse les visas de courte durée...

* Dire que la régularisation des migrants passe par la lutte contre les clandestins est faux : c'est l'effet contraire : on ne fait que rendre « clandestins » les migrants réguliers.

La précarité des migrants entraîne la précarité de TOUS.

L'objectif réel de la politique actuelle, est de précariser tout le monde et de remettre en cause les droits et la protection sociale : on s'attaque d'abord aux clandestins, puis aux migrants réguliers, puis aux nationaux.

- **Perspectives et nouveaux droits :**

*La Déclaration de 1789, issue des Lumières, établissait des droits « à »...et se fondait sur le droit de l'Homme à dominer la Nature.

*La Déclaration de 1948 se veut plus universelle et met en avant la dimension sociale (des droits « pour »...)

*Les nouveaux droits à venir sont toujours ceux des individus, mais sont envisagés plus collectivement. Nous sommes à un véritable tournant philosophique : il s'agit de proposer une alternative à la mondialisation financière fondée sur L'EGALITE D'ACCES AUX DROITS ACTUELS ET AUX NOUVEAUX DROITS POUR TOUS.

2 /EMIGRATION, DEVELOPPEMENT ET GOUVERNANCE MONDIALE :

- Développer, c'est créer du déséquilibre (voulu ou non).

- Dans un premier temps, le développement d'un pays crée l'émigration, qui favorise dans un deuxième temps le développement (cf C. de Wenden).

Exemple de la Suède : l'émigration des Suédois a permis ensuite le développement industriel du pays.

Exemple de l'Espagne : le franquisme a provoqué l'émigration, le pays s'est développé, et actuellement, ce sont les Marocains qui émigrent en Espagne...

- On ne peut pas continuer le mode productiviste ; il faut de la régulation publique du capitalisme financier. Trois scénarios sont possibles pour inventer une nouvelle manière de réguler :

* Faire payer la crise aux pauvres ; s'ils résistent, organiser la répression tout en tirant le maximum de profit à court terme sans aucune prise en compte de l'intérêt général

* Se servir des migrants comme boucs émissaires et comme justification des politiques sécuritaires (cf « tolérance zéro= intolérance maxi » !)

Il ne s'agit pas de nier l'insécurité mais de refuser les moyens sécuritaires pour lutter contre elle.

* Scénario du « Green New Deal » (cf Stiglitz)

- Le capitalisme est en crise (et pas seulement le néo-libéralisme) : qu'est-ce qui peut être un dépassement ? (et pas seulement un aménagement)

En question donc...

- De nouvelles formes d'organisation politique (cf les mouvements indigènes d'Amérique latine comme préfiguration)
- La notion d'identité nationale : accepter l'idée d'identité multiple (cf E. Glissant, par exemple)
- La notion de souveraineté : le libéralisme prône le désengagement de l'Etat ; mais un Etat est par définition contradictoire puisqu'il doit œuvrer pour l'intérêt général tout en maintenant la domination d'une classe.
- La « gouvernance mondiale » ne peut pas se limiter –comme actuellement– à des relations inter-Etats (cf Sommet de Copenhague), mais doit être discutée par toutes les forces politiques et les différents acteurs.

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES lors du débat

- La Gauche n'a pas réalisé ce qu'elle promettait en 81 (régularisation ratée de 84, pas de droit de vote...). Il faut accepter de mener la bataille idéologique.
- Il y eu 2 parlementaires en soutane : le Chanoine Kir (droite) et l'Abbé Pierre (Gauche)...
- Le regroupement communautaire est diabolisé : il peut être « simplement » sécurisant.
- La situation en Europe est plus dure depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 : l'affirmation Egalité = Communisme = Mal a entraîné un plus grand « droitisme ».
- Dans l'évolution géopolitique de la crise actuelle, l'Europe se sent le perdant : désenchantement, repli...
- Attention à ce qui est considéré comme « nos » valeurs en Europe, qui nous autorise à promouvoir « **l'universalisme européen** ». La pensée coloniale n'est pas morte (de la colonisation au droit d'ingérence...) et est basée sur la conviction que notre supériorité a un fondement scientifique.
- En question : intégration ? assimilation ? Quels critères pour le statut de Citoyen ? Laisser le choix aux intéressés eux-mêmes...
- **La question communautaire** : l'Islam est la deuxième religion de France ; on parle de « guerre de civilisation », entraînant déséquilibre et conflits... La société républicaine doit évoluer et affirmer le Droit d'être un individu libre, le Droit de ne pas vouloir s'inscrire dans une communauté. Pour que la Laïcité soit universelle, il faut qu'elle réponde aux données actuelles, et non à celles du XIX^e siècle...
- La question de la **politique de la ville** : pour qui on démolit ? pour qui on construit ? l'Etat peut-il être crédible quand il ne respecte pas lui-même ses propres lois ?
- **La question de la croissance** : il est dit qu'il faut de la croissance pour lutter contre les discriminations : c'est le contraire ! car elle accroît toutes les inégalités...